

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE

Avenue Monseigneur Roméro
37160 Descartes

Références : VAT20250170
Code AIOT : 0010013142

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE implanté Avenue Monseigneur Roméro 37160 Descartes. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE
- Avenue Monseigneur Roméro 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010013142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DESCARTES BIOMASSE INDUTRIE (DBI) exploite depuis 2017 une installation de cogénération au sein des papeteries Palm.

L'installation est composée d'une turbine ainsi qu'une chaudière de récupération. L'ensemble des installations fonctionne au gaz naturel. La chaleur des gaz brûlés est récupérée dans une chaudière qui produit de la vapeur surchauffée utilisée en tant que source d'énergie calorifique destinée à alimenter le process des papeteries Palm.

Du 1er novembre au 31 mars, l'électricité produite par la centrale de cogénération est revendue à EDF dans le cadre de l'obligation d'achat imposée par la loi (hiver tarifaire). En dehors de cette période, la turbine à gaz est mise à l'arrêt et la chaudière fonctionne en mode dit « Air Frais », à savoir comme une chaudière classique avec ventilateur d'air frais et brûleur avec une production maximale de 70 t/h de vapeur.

L'installation fonctionne donc selon deux modes:

- le mode « cogénération » en période hiver (turbine + chaudière vapeur): turbine gaz naturel (37,8 MW PCI) + brûleur de post-combustion (30,2 MW PCI)
- le mode « air frais » en période été (chaudière vapeur) : brûleur air frais (50 MW PCI)

La puissance totale de l'installation est de 68 MW.

L'exploitation est cadrée par l'arrêté préfectoral n°20490 du 2 Juin 2017 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2024 et par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 modifié par l'arrêté du 30 janvier 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Assurance qualité des AMS - QAL2 - droites d'étalonnage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	Assurance Qualité des AMS – QAL3 Procédure et fréquence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
8	Assurance Qualité des AMS	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
11	Valeurs limites des flux de	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	polluants rejetés				
19	Dispositif de coupure	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fonctionnement cheminée n°1	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Mesure NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Assurance qualité des AMS - QAL2 et AST - Mesure NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Chauffage de la ligne de prélèvement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Respect des VLE en concentration en mode hiver et été	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.4	/	Sans objet
10	Conditions de respect des VLE – surveillance en continu	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.32	/	Sans objet
13	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.66	/	Sans objet
14	Vitesse d'éjection	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Sans objet
15	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.7.3	/	Sans objet
16	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.7.3	/	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.3.2	/	Sans objet
18	Réseaux d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	/	Sans objet
20	Détecteurs de gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fonctionnement cheminée n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu de la faible durée de fonctionnement de la cheminée contenant le conduit N° 1 aucune mesure de surveillance n'est prévue sur celle-ci. Un relevé des heures de fonctionnement de cette cheminée sera réalisé par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 30/03/2022 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la cheminée, contenant le conduit N° 1, est utilisée uniquement à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S.</p> <p><u>Constat au 30/05/2024 :</u> L'exploitant a indiqué que les contacts d'ouverture ou fermeture du mécanisme (diverter) orientant notamment les fumées vers le conduit n°1 ont été remplacés et que la programmation dans le logiciel de gestion de la chaufferie reste à modifier. Les actions correctives permettant de démontrer que la cheminée, contenant le conduit N° 1, est utilisée uniquement à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S. ne sont pas finalisées.</p> <p><u>Constat au 20/03/2025:</u> Consultation d'un tableur résultat d'un programme réalisé par un automaticien du site permettant de calculer le nombre d'heures de fonctionnement de la cheminée 1 à partir du logiciel DATAPARC (le programme calcule le temps de rejet de la turbine seule à partir du temps de fonctionnement de l'installation en mode récupération simple càd sans mode post combustion). D'après cet outil, la cheminée n°1 a fonctionné 92,7 h en 2024. Cette valeur reflète les difficultés de production rencontrées en décembre 2024. Le tableur indique que depuis début 2025, la cheminée n°1 a fonctionné 22h.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Mesure NOx

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au</p>

mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Constats :

Constat de la visite du 30/03/2022 :

Le convertisseur de NO₂ en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1 (Sira MC040033/05 du 24 février 2014).

Constat au 30/05/2024 :

L'exploitant a indiqué avoir interrogé le prestataire en charge de l'entretien de la baie d'analyse, la société SOLSTICE, mais n'est pas en mesure de fournir en séance les éléments de réponses. La non-conformité est maintenue. Le convertisseur de NO₂ en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1 (Sira MC040033/05 du 24 Février 2014).

Constat du 20/03/2025:

D'après le fournisseur du convertisseur (FUGI), le convertisseur est forcément associé lors de la réalisation du QAL1. Il indique que cette démarche a du être réalisée mais non indiquée dans le document.

D'après l'article 31 de l'AM du 03/08/2018, "l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants." Ces points sont traités dans les points de contrôles suivants.

Le constat est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Assurance qualité des AMS - QAL2 et AST - Mesure NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant veille à l'application des procédures d'assurance qualité et à la réalisation d'une vérification annuelle (AST) pour les appareils de mesure en continu. Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlés périodiquement par

les procédures QAL 3 et AST. La validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors de la procédure QAL 2 et la variabilité du système automatique de mesure sont vérifiées annuellement lors de l'AST.

Constats :

Précisions concernant la fréquence de réalisation des procédures QAL2 et AST au vu des normes précitées :

- le QAL2 est à mettre en œuvre :
 - à fréquence régulière à minima tous les 5 ans
 - dans les 6 mois suivant un échec à l'AST ou un nombre défini de dépassements du domaine d'étalonnage valide.
- l'AST est à réaliser annuellement entre deux QAL2.

Constat au 30/05/2024 :

La vérification des séquences AST et QAL2, réalisée par sondage, concerne uniquement le mode de fonctionnement « Air frais » (chaudière seule ; également appelé mode AA « Air Ambient ») :

- 2021 - du 15 au 17/09 - réalisation d'un QAL2 : Test de variabilité non conforme pour les NOx ;
- 2022 : AST non réalisé ;
- 2023 - le 26/04 - réalisation d'un AST : Test de variabilité et test de justesse non conformes pour le débit et test de justesse non conforme pour l'O2
- 2023 - du 26 au 28/04 - réalisation d'un QAL2 pour les NOx et l'O2 : résultats conformes pour ces deux paramètres néanmoins le paramètre « débit » en échec lors de l'AST précédent n'a pas fait l'objet d'un QAL2 dans le délai de 6 mois.
- 2024 : l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un QAL2 fin octobre et être en attente du rapport d'intervention.

L'exploitant ne fait pas réaliser l'AST à la fréquence prescrite (annuellement entre 2 QAL2). Le paramètre « débit » en échec lors de l'AST réalisé le 26/04/2023 n'a pas fait l'objet d'un QAL2 dans le délai réglementaire de 6 mois.

Constat du 20/03/2025:

Consultation du rapport de QAL2 réalisé du 29 au 31/10/2024 en mode AA: les tests de variabilité sont jugés conformes pour les paramètres CO, NOx, vitesse et débit. Cependant, les fonctions d'étalonnage ne permettent pas une correction fiable pour les paramètres vitesse et débit/volume.

Consultation du rapport de QAL réalisé en mode post-combustion (hiver) du 04 au 06/11/2024: les tests de variabilité sont jugés conformes pour les paramètres CO, NOx, vitesse, débit-volume, température, vapeur d'eau et oxygène, et les droites d'étalonnage peuvent être intégrées dans le système d'exploitation.

L'exploitant indique avoir pour projet de refaire un QAL2 et un AST sur les modes (hiver et été) la semaine du 24 mars 2025 avant l'arrêt de la turbine.

La fréquence de réalisation des QAL2 et AST est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Assurance qualité des AMS - QAL2 -droites d'étalonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité mesure en continu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

Les appareils de mesure [...] sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 [...].

Constats :

Constat de la visite du 30/03/2022 :

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.

Constat au 30/05/2024 :

L'exploitant a indiqué que le logiciel DATAPARC, prévu d'être mis en place en novembre 2024 permettra de répondre à cette prescription. La non-conformité est maintenue. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.

Constat du 20/03/2025:

Le logiciel DATAPARC n'est pas encore mis en place (objectif: juin 2025). L'inspection a visualisé les données enregistrées entre janvier et mars 2025 : la concentration maximale en NOx mesurée par le système d'acquisition sans correction d'O2 et sans correction par la droite d'étalonnage est de 8 mg/Nm³.

Le constat est maintenu: L'exploitant n'est pas en mesure d'intégrer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Chauffage de la ligne de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 30/03/2023:</u> L'exploitant ne s'assure pas que la ligne de prélèvement du système de surveillance en continu des émissions est chauffée.</p> <p><u>Constat au 30/05/2024 :</u> L'exploitant indique qu'un contrôle visuel périodique est mis en place afin de vérifier que la ligne de prélèvement est chauffée. Ce contrôle visuel n'étant pas tracé dans le suivi des opérations de maintenance, il ne peut être justifié. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'automatisation de ce contrôle, avec alarme, est en étude.</p> <p><u>Constat au 20/03/2025:</u> Visualisation de la procédure de contrôle visuel quotidien mise en place dans l'attente de l'intégration du paramètre température dans la supervision. Cette procédure, intitulée "Validation température ligne de prélèvement baie CMS PALM DBI", est affichée à proximité de la baie d'analyse. Elle précise que la ligne de prélèvement des rejets de la cheminée doit toujours être à une température supérieur à 160°C, la valeur habituelle étant de 180°C. La mise en place de l'automatisation de ce contrôle avec alarme est prévue par l'exploitant en même temps que celle du logiciel DATAPARC.</p> <p>Constat: l'écart précédent est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-[les appareils de mesure en continu] sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlés périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. La validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors de la procédure QAL 2 et la variabilité du système automatique de mesure sont vérifiées annuellement lors de l'AST.</p> <p>Définition de l'article 1 de l'AM du 03/08/2018 modifié: "QAL 2 : détermination de la fonction d'étalonnage, de sa variabilité, et test de la variabilité des valeurs mesurées par l'appareil de mesure par rapport à l'incertitude maximale admissible"</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite du 30/03/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'effectue pas la procédure QAL2 sur l'ensemble des paramètres pour le mode postcombustion. L'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions correctives suite aux tests de variabilité non conformes des procédures QAL2 en mode air frais et post-combustion. La durée entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2 est inférieure à une heure. Le paramètre « pression », pour lequel une surveillance en continu est prescrite, n'a pas fait l'objet de la procédure QAL2. L'exploitant doit justifier si les capteurs des paramètres périphériques sont mesurés au point d'analyse des gaz.</p> <p><u>Constat au 30/05/2024 :</u></p> <p>L'exploitation des derniers rapports relatifs à la procédure QAL2 montre :</p> <p>1) Rapport QAL2 en mode Air frais (chaudière seule), 100076986-001-1 - Version 1, du 20/02/2024 Organisme : APAVE ; Dates d'intervention : 26 au 28/04/2023 Paramètres ayant fait l'objet de cette procédure QAL2 : NOx et O2 ; les tests de variabilité sont conformes.</p> <p>2) Rapport QAL2 en mode Post-combustion (chaudière+turbine), 21444597-1 - Version 1, du 21/03/2022 Organisme : APAVE ; Dates d'intervention : 16 au 18/11/2021 Paramètres ayant fait l'objet de cette procédure QAL2 : - débit : les tests de variabilité sont non-conformes ; - humidité et O2 : les tests de variabilité sont conformes.</p> <p>Les autres paramètres ont fait l'objet d'un QAL2 du 19 au 22 mars 2018 mais pas depuis cette date : la fréquence de réalisation du QAL2 pour les paramètres NOX et CO n'est pas respectée (à minima tous les 5 ans).</p>

3) L'intervalle de temps entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2, pour chacun des deux modes, est inférieur à une heure.

4) Constat précédent : Il n'y a pas de droite d'étalonnage pour le paramètre « pression » dans les rapports QAL2, pour lequel une surveillance en continu est prescrite. Néanmoins l'exploitant assure l'étalonnage des capteurs de pression.

Vérification de l'étalonnage des capteurs de pression effectuée par EMERSON le 05/10/2021 des capteurs DPTE 25A et DPTE 25B. L'analyse des gaz étant effectuée sur gaz secs, l'exploitant doit justifier que les paramètres périphériques sont mesurés au niveau de l'analyseur (après séchage des gaz) afin de les prendre en compte pour la conversion aux conditions normales de température et de pression.

Ce point n'a pas été abordé lors de cette visite d'inspection. La demande est reconduite.

Les tests de variabilité sont non-conformes concernant le paramètre « débit » pour le mode PC. La fréquence de réalisation du QAL2 pour les paramètres NOx et CO n'est pas respectée (à minima tous les 5 ans) pour le mode PC.

Constat au 20/03/2025:

Consultation des rapports des QAL2 réalisés en mode été en octobre 2024 et en mode hiver en novembre 2024 (voir PdC n°3). Les fonctions d'étalonnage du QAL2 réalisé en mode été en octobre 2024 ne permettent pas une correction fiable pour les paramètres vitesse et débit/volume.

L'intervalle de temps séparant le début de 2 prélèvements consécutifs sont bien d'au moins une heure sur les QAL2 des deux modes.

Constat: les fonctions d'étalonnage du QAL2 réalisées en mode été en octobre 2024 ne permettent pas une correction fiable pour les paramètres vitesse et débit/volume.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Assurance Qualité des AMS – QAL3 Procédure et fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025

Prescription contrôlée :

[Les appareils de mesure en continu] sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlés périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. La validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors de la procédure QAL 2 et la variabilité du système automatique de mesure sont vérifiées annuellement lors de l'AST. La procédure QAL 3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Définition de l'article 1 de l'AM du 03/08/2018 modifié: QAL 3 : contrôle périodique de la dérive et de la fidélité des mesures de l'appareil en fonctionnement ;

Constats :Constat de la visite du 30/03/2022 :

L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1.

Constat au 30/05/2024 :

La procédure QAL3 a été réalisée le 30/11/2023, le 20/03/2024 et le 14/05/2024. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1. L'exploitant a présenté les éléments relatifs aux deux dernières interventions QAL3 et à la maintenance des équipements. La procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3 n'a pas été consultée. Cette procédure doit décrire les matériels et matériaux de référence utilisés, la périodicité des mesurages, les règles de décision en vue d'une maintenance ou d'un ajustage, les actions à mener en cas de dérive des mesures, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre.

Constat au 20/03/2025:

Consultation des rapports d'intervention QAL3 réalisés par la société SOLSTICE les 29/08/24, 25/10/24 et 15/01/25. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1 (cf point 7.5.2 de la norme NF EN 14181). Dans ce cas, l'exploitant doit pouvoir démontrer que ses équipements ne dérivent pas au cours du temps. Les rapports ne présentent pas l'enregistrement des résultats sur une carte de contrôle vérifiant la dérive et la fidélité de l'AMS.

Constat: l'exploitant ne peut justifier de l'existence d'une procédure QAL3 ni de l'absence de dérive ou de fidélité de l'AMS via des cartes de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Assurance Qualité des AMS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Les procédures d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage mentionnées dans la norme NF EN 14181, ainsi que l'utilisation d'appareils de mesure en continu conçus selon la norme NF EN 15267-3, sont réputées satisfaire aux exigences du I.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat au 30/05/2024 :</u> Au vu des écarts constatés lors de la vérification des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et de l'AST dans les points précédents, il apparaît que les appareils de mesure en continu ne sont pas exploités selon les normes mentionnées à l'article 31 de l'AM du 03/08/2018.</p> <p><u>Constat au 20/03/2025:</u> Au vu des écarts constatés sur les procédures QAL1 et QAL3, le constat est reconduit. Les appareils de mesure en continu ne sont pas exploités selon les normes mentionnées à l'article 31 de l'AM du 03/08/2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Respect des VLE en concentration en mode hiver et été

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous. <p>Les valeurs limites d'émissions (VLE) en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.</p> <p>L'exploitant établira un document, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, où sont déterminées les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission N°2012/249/UE au plus tard deux mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Conduit N° 2 mode « cogénération » Concentration en oxygène (O₂) de référence: 15 % Nox (exprimés en NO₂) : 50 mg/Nm³ (VLE mensuelle) - 55 mg/Nm³ (VLE journalière et instantanée) -50 mg/Nm³ (VLE annuelle) CO - 85 mg/Nm³ SO₂ - 10 mg/Nm³ Poussières - 5 mg/Nm³</p> <p>Conduit N° 2 mode « air frais » Concentration en oxygène (O₂) de référence: 3 % Nox (exprimés en NO₂) : 100 mg/Nm³ (VLE mensuelle) - 110 mg/Nm³ (VLE journalière et instantanée) -100 mg/Nm³ (VLE annuelle) CO - 100 mg/Nm³ SO₂ - 35 mg/Nm³ Poussières - 5 mg/Nm³</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation du tableau de suivi des rejets atmosphériques établi par l'exploitation intitulé "Suivi des rejets atmos_2024". Ce tableur indique pour chaque mode de fonctionnement (AA/été et post-combustion/hiver) les éléments suivants: à l'échelle journalière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • nombre d'heures de marche, • concentrations moyennes jour validées pour les paramètres NO_x, SO₂, CO, • valeurs moyennes jours pour les paramètre O₂ sec, O₂ humide, (pression , vitesse, température, humidité, débit sec) des fumées • flux massique moyen pour les paramètres NO_x, SO₂ et CO, • nombre de valeurs moyennes horaires validées conformes pour les paramètres NO_x, SO₂ et CO. <p>à l'échelle mensuelle, (notamment):</p>

- nombre d'heures de marche,
- concentrations moyennes en NOx, SO2 et CO,
- nombre de valeurs moyennes journalières validées conformes

à l'échelle annuelle (notamment):

- nombre d'heures de marche,
- concentrations moyennes en NOx, SO2 et CO,
- nombre de valeurs moyennes mensuelles validées conformes

Le suivi réalisé indique que les VLE en concentrations journalière (max 92,3 mg/Nm3), mensuelle (max 81,7 mg/Nm3) et annuelle (max 52,8 mg/Nm3) en NOx, et journalières et instantanées en SO2 (max 0 mg/Nm3) et CO (max 95,7 mg/Nm3) ont été respectées sur l'année 2024 pour les deux modes de fonctionnement de l'installation.

Consultation des valeurs de concentration affichées en supervision lors de la visite (sans correction d'O2 mais sur gaz sec):

- NOx: 18 mg/Nm3
- O2: 12,8 %
- CO: 4 mg/Nm3
- SO2: 0 mg/Nm3

Aucun seuil d'alerte n'est prévu par l'exploitant en supervision pour suivre la qualité des rejets atmosphériques. L'exploitant indique qu'il suit la sonde d'O2 comme premier indicateur de dérive de la combustion : une bonne combustion est évaluée par un excès d'O2 (2% de résiduel).

Pas d'écart constaté. Cependant, la supervision pourrait utilement afficher des alertes en cas de dépassement des VLE suivies en continu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de respect des VLE – surveillance en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'une surveillance en continu les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse les valeurs limites fixées par le présent arrêté,
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limite d'émission.

Constats :

Comme précisé dans le PdC n°9, les prescriptions sont respectées pour les paramètres NOx, SO2 et CO suivis en continu.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Ce flux maximum prend notamment en compte la durée de fonctionnement de l'installation. Les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte pour la détermination des flux.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère, calculés sur une année puis lissés, doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux maximal en kg/h Conduit N° 2 mode « cogénération »

SO₂ 1,37

NO_x 6,83

Poussières 0,68

CO 11,6

Flux maximal en kg/h Conduit N° 2 mode « air frais »

SO₂ 1,97

NO_x 5,63

Poussières 0,28

CO 5,63

Constats :

D'après le tableau de suivi des rejets atmosphériques établi par l'exploitation intitulé "Suivi des rejets atmos_2024" (voir PdC n°9), les flux annuels calculés sur le conduit n°2 sont les suivants:

- en mode "cogénération" (PC et RS)
 - SO₂: 0 kg/h
 - NO_x: 2,24 kg/h
 - CO: 1,27 kg/h
- en mode "air frais"(AA)
 - SO₂: 0 kg/h
 - NO_x: 1,45 kg/h
 - CO: 0,11 kg/h

Les émissions annuelles de poussières, dont la mesure n'est pas continue, est déclarée par l'exploitant dans GEREP à hauteur de 824,881 kg/an en 2024, sans distinguer la provenance (mode "cogénération" et mode "air frais").

L'exploitant justifiera les flux annuels d'émissions de poussières en mode "air frais" et en mode "cogénération".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.32
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : Consultation du dernier rapport de contrôle périodique des émissions de l'installation réalisé par l'organisme APAVE (EM Centre-Ouest) les 29/10/2024 et 04/11/2024. Cet organisme est accrédité COFRAC sous le n°1-7202, et agréé pour le prélèvement et l'analyse des paramètres contrôlés selon l'AP du 13/06/24 (excepté le paramètre poussières dont l'analyse a été sous-traitée au laboratoire EUROFINS de Saverne, agréé pour cette mesure et accrédité COFRAC sous le n°1-6925). Lors de ces essais, les concentrations mesurées respectaient les VLE instantanées de l'article 3.2.4 de l'AP du 02/06/2017 modifié. L'ensemble des exigences attendues précisées dans l'AM du 11 mars 2010 modifié « portant modalité d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère » sont présentes dans le document consulté. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.66
Thème(s) : Risques chroniques, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">- nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ;- caractéristiques du local « combustion », des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;- caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, résultats des mesures de viscosité du fioul lourd et de sa température de réchauffage, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur

<p>débouché, le traitement des eaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; - dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ; - conditions générales d'utilisation de la chaleur ; - résultat des mesures et vérifications et visa des personnes ayant effectué ces opérations, consignation des observations faites et suites données ; - grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse ; - consommation annuelle de combustible ; - indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; - indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ; - indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement. <p>Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et le cas échéant leur durée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation par sondage du livret de chaufferie présent en salle de contrôle.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Vitesse d'éjection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. La vitesse d'éjection des gaz en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le fichier de suivi présenté au PdC n°9, la vitesse d'éjection moyenne mensuelle de l'installation en mode "air frais" sur l'année 2024 est comprise entre 3,1 et 3,3 m/s. Elle est comprise entre 11,6 et 12,1 m/s en mode "cogénération".</p> <p>Par ailleurs, lors du contrôle périodique mené en octobre 2024 sur l'installation en mode "air frais", la vitesse d'éjection mesurée est de 11,5 m/s pour un fonctionnement à 45% de charge, tandis que lors du contrôle périodique mené en novembre 2024 sur l'installation en mode "cogénération", la vitesse d'éjection mesurée est de 12,8 m/s pour un fonctionnement à 20% de charge.</p> <p>Rappelons que le VLE de 8 m/s n'est exigée qu'en marche nominale.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau, constituée au minimum de 830 m³, garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance ; - cinq poteaux incendie, présents sur le site de la papeterie, d'un débit simultané entre trois poteaux d'incendie de 185 m³/h minimum soit 370 m³ pour une défense de 2 h ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - un système de détection automatique d'incendie dans le module de la turbine à gaz, le hall cogénération et le local électrique, provoquant la coupure automatique des alimentations en combustibles et électrique (sauf installation de secours) ; - un système d'alerte commun pour les bâtiments DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE et PAPETERIES PALM S.A.S. ; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (à minima semestrielle) de la disponibilité des débits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a identifié par sondage sur le site de l'installation et dans son environnement immédiat la présence des moyens de lutte contre l'incendie suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau de 1000 m³; • un poteau incendie situé à moins de 50 m de l'entrée de la chaufferie. La consultation du rapport de contrôle périodique de ce poteau incendie (PI n°3) réalisé le 13/12/2024 par la société DESAUTEL indique un débit de 115 m³/h à 1 bar. Notons que ce contrôle a été réalisés sur 6 poteaux sur le site. • des extincteurs type ABC répartis dans le local chaufferie ; • un système de détection automatique d'incendie dans le local chaufferie ; • 3 réserves de sable dans le local chaufferie. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie présents dans le local chaufferie sont signalés sur un plan d'évacuation affiché à l'entrée du local.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.7.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel Fréquence minimale de contrôle

Extincteur : Annuelle

Robinets d'incendie armés (RIA): Annuelle

Système d'extinction automatique à eau (sprinkler): Semestrielle

Installation de détection incendie: Semestrielle

Installations de désenfumage: Annuelle

Portes coupe-feu: Annuelle

Constats :

Consultation des rapports de vérification des équipements suivant:

- détecteurs gaz: rapport de la société TELEDYNE de l'intervention du 12/12/24, concluant à une "installation fonctionnelle", mais précisant que les tests d'asservissement n'ont pas été réalisés;
- désenfumage naturel: rapport de la société KINGSPAN de l'intervention du 20/01/25 concluant que "l'installation fonctionne correctement"; consultation du plan de localisation des détecteurs gaz du 07/12/2017;
- extincteurs: rapport Q4 de la société DESAUTEL de l'intervention du 12/04/24 (intervention précédente le 23/02/23) concluant que "l'installation est conforme aux exigences du référentiel APSAD R4"

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article Art. 7.3.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
--

Prescription contrôlée :

<p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Consultation du dernier rapport de vérification des installations électriques réalisée le 30/08/24 par l'APAVE (la précédente datant 04/09/2023).</p> <p>Celui-ci relève une observation, relative aux installations du domaine Basse Tension: Entrée de câble défectueuse (coté droit appareil gauche) d'un appareil d'éclairage.</p> <p>L'exploitant indique suivre la levée des observations en version papier, et enregistrer les observations en GMAO si elles présentent un enjeu important.</p> <p>Consultation du Q18 du 30/06/2024 :il conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Réseaux d'alimentation en combustible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.</p>
<p>Constats :</p>

Visualisation par sondage des canalisation de transport de gaz à l'intérieur du local chaufferie et à l'extérieur à proximité des deux dispositifs de coupure. Elle sont correctement repérées par une peinture jaune et quelques étiquetages.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Dispositif de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

II. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.

Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.

Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.

(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum.

(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

(3) Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Constats :

L'installation dispose de deux dispositifs de coupure manuelle de l'alimentation en gaz, situés le long du mur ouest du local chaufferie: un dispositif pour la turbine, et un autre pour la chaudière. Chaque dispositif est signalé sur le plan d'évacuation affiché à l'entrée de la chaufferie, et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Chaque dispositif est équipé de deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.

Constat: l'exploitant ne peut justifier de l'asservissement de ces vannes à des détecteurs de gaz et à un dispositif de baisse de pression.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Détecteurs de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

III. L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 60 du présent arrêté.

Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 60 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Article 7.5.5.2. Détecteurs gaz AP 2017

Dans le hall cogénération un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Constats :

Consultation du plan des détecteurs gaz (voir PdC n°17).

Visualisation par sondage des détecteurs gaz suivant:

- 3 capteurs à l'entrée de la ventilation du local chaufferie,
- 3 capteurs à l'arrière de la chaudière sous une hotte.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

